

Katanga, la poudrière électorale

Les élections de décembre 2023 ont exacerbé les clivages au Katanga, avec des discours identitaires et populistes. Cette première note d'analyse de la série d'Ebuteli sur la violence électorale explore les tensions politiques, sociales et économiques dans cette région stratégique.

L'élection présidentielle du 20 décembre 2023 en République démocratique du Congo (RDC) a révélé une forte préférence régionale dans l'ex-province du Katanga, découpée en quatre provinces depuis 2015 : Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika. Alors que Félix Tshisekedi a remporté 73,46 % des suffrages au niveau national, selon les résultats officiels, il n'a obtenu que 3,94 % des voix dans cette région, contre 60,53 % pour son principal rival, Moïse Katumbi. Au-delà des préférences électorales, ces résultats soulignent un repli régional prononcé, alimenté par des discours identitaires et populistes durant la campagne.

La combinaison de ces sentiments avec les tensions historiques entre Katangais et Kasaïens, l'histoire du Katanga marquée par des menaces sécessionnistes et la présence des milices armées dans le nord, rend cette province un terrain fertile pour des contestations potentielles durant le second mandat de Tshisekedi. Les périodes critiques susceptibles d'aggraver ces tensions pourraient coïncider avec des événements politiques clés tels que la mise en place du bureau définitif du bureau de l'Assemblée nationale, la formation du gouvernement central, la nomination des mandataires dans les entreprises publiques, ainsi que les élections des gouverneurs et des bourgmestres des communes.

Le Katanga sous le premier mandat de Tshisekedi

Si les ressources minières donnent au Katanga une stature économique et politique importante en RDC, elles nourrissent également un sentiment d'exceptionnalisme souvent exprimé par des velléités autonomistes régionales. Enraciné depuis l'époque coloniale, ce sentiment s'est intensifié sous les présidences successives de Laurent Désiré Kabila (1997-2001) et de son fils Joseph Kabila (2001-2019), tous deux originaires de l'ex-Katanga.

En RDC, le pouvoir présidentiel est souvent perçu à travers les prismes régional, tribal et linguistique. Le régime de Mobutu Sese Seko, par exemple, était associé aux lingalaphones et à la province de l'Équateur, tandis que les Kabila (père et fils) étaient liés au Katanga et aux swahiliphones. Cette perception a des implications profondes : les réussites du régime tout comme ses échecs, réels ou perçus, sont attribués non seulement au président en exercice, mais aussi à sa communauté d'origine. Le pouvoir de Tshisekedi n'a pas échappé à cette perception : son régime est régulièrement associé au grand Kasaï et à la communauté lubaphone.

Les élites politiques pro-Kabila ont interprété la fin du FCC-Cach comme une double trahison.

Au Katanga, cette association avec la région du grand Kasaï a pris une dimension particulièrement significative, à cause notamment des discordes historiques entre les Katangais dits « *originaires* » et les Kasaïens « *non-originaires* ». Dès le début du mandat de Tshisekedi, une grande partie des élites liés au Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), formation politique de Kabila, considérait que ce dernier ainsi que « *sa communauté* », devaient être entièrement redevables à Kabila et aux Katangais. Ils considéraient que Kabila et le Katanga avaient « *offert* » la présidence à Tshisekedi et aux Kasaïens¹. Des figures politiques katangaises comme Félix Kabange Numbi, ancien ministre de la Santé, et Daniel Ngoy Mulunda, ex-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), tous deux proches de Kabila, ont tenu des propos reflétant cette position. Kabange Numbi a suggéré que le Katanga appartenait à Kabila : « *Chacun a un chez-soi. Ici, dans l'espace Katanga, c'est chez Joseph Kabila Kabange*². » Quant à Mulunda, il a déclaré : « *Si vous voulez que le Katanga continue à être dans la RDC pour toujours, respectez nos dirigeants, et plus particulièrement notre leader du Katanga, le président honoraire Joseph Kabila*³. » Ces propos lui ont valu une condamnation de trois ans de prison pour incitation à la haine tribale⁴.

Cependant, la fin de la coalition entre le Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila et le Cap pour le changement (Cach) de Tshisekedi, et surtout, le rapprochement entre Katumbi, Gabriel Kyungu et Tshisekedi ont fragmenté l'élite politique katangaise. Trois groupes principaux se sont distingués dans la province : les pro-Kabila, les pro-Tshisekedi et les pro-Katumbi.

De nombreuses élites politiques pro-Kabila du Katanga ont perçu la fin de la coalition FCC-Cach comme une trahison de la part de Tshisekedi. Elles ont également exprimé leur frustration vis-à-vis la communauté kasaïenne, la considérant comme la grande bénéficiaire du renforcement du pouvoir de Tshisekedi⁵. Par ailleurs, le renforcement de l'influence économique et politique de Tshisekedi sur les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba a accentué la fragmentation au sein de l'élite politique pro-Kabila : d'anciens proches de Kabila, tels que Jacques Kyabula, gouverneur du Haut-Katanga, Fifi Masuka, vice-gouverneur du Lualaba, se sont ralliés à Tshisekedi. Par contraste, d'autres comme Richard Muyej et Zoé Kabila, gouverneurs du Lualaba et de Tanganyika, ont été évincés au profit d'alliés de Tshisekedi, et certains, à l'instar de Daniel Mulunda, Kalev Mutond et John Numbi ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Au même moment, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti politique de Tshisekedi, a renforcé sa présence dans la région par l'ouverture de plusieurs bureaux du parti⁶.

Toutefois, pour certains politiciens katangais pro-Kabila, ces évolutions politiques étaient perçues comme des tentatives délibérées de Tshisekedi, mais aussi de toute la « *communauté kasaïenne* », de s'emparer de leur province et de ses richesses⁷.

¹ Entretien avec un ancien membre du PPRD, Lubumbashi, 12 décembre 2023.

² Romain Gras, « RDC : le Katanga pris en tenaille entre Kabila et Tshisekedi », Jeune Afrique, 5 mai 2021, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/1159558/politique/rdc-le-katanga-pris-en-tenaille-entre-kabila-et-tshisekedi/>, consulté le 21 janvier 2024.

³ *Idem*

⁴ Stanis Bujakera Tshiamala, « RDC : ce que la justice reproche à Daniel Ngoy Mulunda », Jeune Afrique, 20 janvier 2021, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/1108257/politique/rdc-ce-que-la-justice-reproche-a-daniel-ngoy-mulunda/>, consulté le 21 janvier 2024

⁵ Entretien avec un ancien membre du PPRD, Lubumbashi, 12 décembre 2023.

⁶ *Idem*

⁷ Entretien avec un conseiller politique, Lubumbashi, 13 décembre 2023.

Les discours tribalistes anti-Kasaïens ont trouvé un écho fort sur les réseaux sociaux.

Par exemple, les poursuites judiciaires contre les proches de Kabila ont été interprétées comme des « *acharnements tribalo-politico-judiciaires contre les dignitaires katangais proches de l'ancien président Kabila* »⁸.

Tout ceci a conduit à des tensions accrues entre les partisans des partis politiques pro-Kabila et pro-Tshisekedi. Les partisans du PPRD et de l'UDPS se sont affrontés à plusieurs reprises, entre 2019 et 2020, dans les villes de Lubumbashi⁹, Kolwezi¹⁰ et Kinshasa¹¹, causant des blessés et des dégâts matériels considérables.

Malgré le climat tendu, plusieurs initiatives visant à promouvoir la paix dans la région du Katanga ont été mises en œuvre. En avril 2022, le gouvernement a organisé une table ronde interprovinciale axée sur la gestion de l'afflux massif de ressortissants du Grand-Kasaï dans l'ex-Katanga. Cette initiative visait à améliorer la cohabitation entre les deux communautés face aux tensions politiques croissantes dans la région¹². Toutefois, cette démarche a coïncidé avec un autre effort de réconciliation, initié par Mgr Fulgence Muteba, archevêque de Lubumbashi. Son forum visait spécifiquement à réconcilier les hommes politiques katangais, notamment Kabila et Katumbi. Pour certains Katangais, le timing de la table ronde interprovinciale, organisée juste avant le forum de Muteba, a été perçu comme une manœuvre du camp Tshisekedi visant à minimiser et affaiblir les efforts de réconciliation internes au Katanga¹³.

CONTEXTE

Pourquoi une série d'analyses sur la violence électorale en RDC

Les élections congolaises de 2023 ont été critiquées pour plusieurs raisons : peu de débats politiques de fond, les institutions électorales politisées et le chaos le jour du scrutin. Et pourtant, contrairement à certaines prédictions, il y a eu relativement peu de violence tout au long du processus.

Pourquoi en est-il ainsi et quelles leçons peut-on en tirer ? C'est l'objet de cette série de trois notes d'analyse d'Ebuteli. Nous examinons trois régions : la capitale Kinshasa, la ville frontalière orientale de Goma et l'ancienne province du Katanga. Ces trois cas présentent des dynamiques différentes : Kinshasa est une mégapole de probablement plus de 17 millions d'habitants et l'épicentre des campagnes politiques ; Goma est située au cœur d'une zone de conflit, avec environ 400 000 personnes déplacées, et avec une présence importante de groupes armés et de forces de sécurité dans et autour de la ville ; et le Katanga, maintenant divisé en quatre provinces, Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika, contenant de grandes villes et de vastes zones rurales.

⁸ Sango ya Congo, « Affaire Kalev : La Cause Katangaise dénonce "un acharnement tribalo-politico-judiciaire" », 29 mars 2021, disponible sur <https://www.sangoyacongo.com/2021/03/affaire-kalev-la-cause-katangaise.html>, consulté le 21 février 2024.

⁹ Mediacongo, « Lubumbashi : Des violents affrontements entre militants UDPS et PPRD signalés », 8 juillet 2020, disponible sur https://www.mediacongo.net/publireportage-reportage-71817_lubumbashi_des_violents_afrontements_entre_militants_udps_et_pprd_signales.html, consulté le 21 février 2024.

¹⁰ Didier Makal, « PPRD vs UDPS à Kolwezi : « Il ne faut pas jouer avec le feu » (Richard Muyej) », Congo Durable, 10 novembre 2019, disponible sur <https://www.congodurable.net/2019/11/10/pprd-vs-udps-a-kolwezi-il-ne-faut-pas-jouer-avec-le-feu-richard-muyej/>, consulté le 20 janvier 2024.

¹¹ RFI, « RDC: tension entre militants UDPS et PPRD à Kinshasa », 13 juin 2019, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190613-rdc-tensions-udps-pprd-kinshasa-tshisekedi-kabila-militants>, consulté le 21 février 2024.

¹² Radio Okapi, « RDC: ouverture de la Table ronde interprovinciale à Lubumbashi », 23 avril 2022, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2022/04/23/actualite/societe/rdc-ouverture-de-la-table-ronde-interprovinciale-lubumbashi>, consulté le 21 février 2024.

¹³ Kléber Kungu, « A qui profite la tenue précipitée de la Conférence entre Katangais et Kasaïens? », Forum des as, 22 avril 2022, disponible sur <https://www.forumdesas.net/2022/04/a-qui-profite-la-tenue-precipitee-de-la-conference-entre-katangais-et-kasaïens/>, consulté le 21 février 2024.

La violence était bien présente dans le processus électoral. À Kinshasa, la plupart des violences ont eu lieu entre les membres de l'Union sacrée pour la nation (USN), coalition au pouvoir, qui se disputaient les sièges parlementaires, bien qu'il y ait également eu une certaine répression ciblée de l'opposition. À Goma, la violence armée persistante dans la région faisait craindre un climat tendu pendant les élections. Au Katanga, nous avons reçu des rapports faisant état de 18 incidents de violence liés aux élections, dont beaucoup étaient imprégnés d'invectives ethniques entre les communautés kasaïennes et katangaises.

Pourtant, ces violences sont restées sporadiques, sans commune mesure avec les grandes mobilisations de 2015-2018 contre le pouvoir de Joseph Kabila. La popularité relative de Félix Tshisekedi, alors président sortant, le désenchantement général à l'égard de la politique, ainsi que la désorganisation de l'opposition peuvent justifier cette situation. Cela a conduit à une faible participation le jour des élections et à une mobilisation populaire relativement anémique, en dépit des problèmes logistiques rencontrés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Au Katanga par exemple, le déploiement généralisé des forces de sécurité a également découragé la mobilisation.

Cependant, en y regardant de plus près, il y a des raisons de s'inquiéter. À Kinshasa, il y a des signes de collusion entre les gangs criminels et les politiques, ainsi que la tendance des branches des certains partis politiques - les Forces de progrès de l'UDPS en particulier - à agir comme des milices. Des évolutions similaires - en Jamaïque et au Nigeria, par exemple - ont formé la base d'une violence urbaine profondément enracinée. Pendant ce temps, au Katanga, les conflits intercommunautaires qui ont couvé sous la surface pendant la campagne de 2023 pourraient facilement éclater en une violence plus grande à l'avenir si des mesures urgentes ne sont pas prises. Aujourd'hui, alors que la politique du gouvernement et des bailleurs de fonds s'est concentrée sur les groupes armés essentiellement ruraux de l'Est, le phénomène de la violence électorale, essentiellement urbain, mérite qu'on s'y intéresse.

Une campagne électorale identitaire et populiste

C'est dans ce contexte politique polarisé que le processus électoral s'est déroulé. La campagne a mobilisé une rhétorique identitaire et exclusive. D'une part, Tshisekedi et son camp ont adopté un discours nationaliste, le présentant comme gardien de l'intégrité territoriale de la RDC, en opposition aux candidats qu'ils qualifiaient d'être des étrangers ou soutenus par les étrangers. Katumbi était la cible principale de ces attaques, en particulier en raison de l'origine étrangère de son père, et également en raison de la nationalité burundaise de sa femme. Avant même le début de la campagne électorale, Noël Tshiani, candidat à la présidence en 2018 et qui a ensuite rallié Tshisekedi en 2023, avait soutenu la proposition d'une loi sur la nationalité, dite « *de père et de mère* ». Malgré le fait que ce texte n'ait jamais été ratifié, il était perçu comme une stratégie visant à écarter Katumbi de la course présidentielle¹⁴.

Parallèlement, les discours identitaires et tribalistes anti-Kasaïens ont trouvé un écho fort sur les réseaux sociaux.

¹⁴ RFI, «RDC: la loi Tshiani «vise à écarter Moïse Katumbi des joutes électorales, selon Timothée Mbuya (ONG Justicia)», 28 avril 2023, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique/20230428-rdc-la-loi-tshiani-vise-%C3%A0-%C3%A9carter-mo%C3%AFse-katumbi-des-joutes-%C3%A9lectorales-selon-timoth%C3%A9-mbuya>, consulté le 21 février 2024

Des messages haineux anti-Kasaïens et anti-Tshisekedi circulaient abondamment dans plusieurs groupes WhatsApp et sur Youtube. Une vidéo, diffusée sur Youtube et dans plusieurs groupes WhatsApp, présentait les élections comme un combat pour la sauvegarde des terres katangaises face à une supposée tentative de domination par les Kasaïens¹⁵. Katumbi et d'autres figures politiques katangaises étaient mis en avant comme les derniers remparts pour préserver l'unité de la province du Katanga¹⁶.

L'impact de ces dynamiques a été confirmé par des entretiens avec des électeurs du Haut-Katanga quelques jours avant les élections. Un étudiant à Lubumbashi a, par exemple, montré sa préférence pour Katumbi parce que ce dernier est, à ses yeux, le protecteur des intérêts et de l'identité katangaise contre l'influence croissante kasaïenne dans la province¹⁷. Dans la commune de Kamalondo, réputée proche de Katumbi, un autre électeur a souligné la prédominance des discours identitaires parmi les jeunes de la commune, soulignant leur attirance pour Katumbi basée moins sur son programme politique que sur un sentiment d'appartenance régionale¹⁸.

En revanche, la dynamique électorale a rapproché certaines personnalités katangaises pro-Kabila à Katumbi. Même si le camp Kabila a choisi de boycotter les élections de 2023, certains lieutenants de l'ancien président ont discrètement soutenu Katumbi, non pas par convergence idéologique, mais pour contrer le régime de Tshisekedi¹⁹. Certains politiciens katangais proches de Kabila, bien que blâmant Katumbi comme une des raisons de la chute du régime de Kabila, ont choisi de mettre de côté leurs griefs pour défendre, selon eux, les intérêts du Katanga menacés par Tshisekedi²⁰.

Les rhétoriques identitaires des deux camps ont engendré une profonde méfiance entre Katangais et Kasaïens. Des témoignages ont fait état d'une crainte de violence entre les deux communautés, que ce soit en cas de victoire ou de défaite de Katumbi à cause de la multiplication des messages à tendance tribales à l'approche des élections²¹.

Ces dynamiques sociales et politiques se sont reflétées dans les résultats électoraux officiels. Bien qu'il soit complexe d'établir un lien direct entre la rhétorique employée durant la campagne et les choix des électeurs, une tendance est observable : Tshisekedi a enregistré des scores élevés dans les centres urbains où l'UDPS et la communauté kasaïenne est fortement présente, recueillant 43,84 % des voix dans la ville de Lubumbashi, 43,44 % dans le territoire de Sakania (Kasumbalesa), où l'UDPS a été très actif au cours du premier mandat. Son score le plus élevé, atteignant 59,12 % à Kaniama, peut être attribué aux initiatives de revitalisation du service national.

En revanche, Tshisekedi a réalisé ses plus faibles performances dans les zones telles que Bukama, Malemba-Nkulu et Kabongo dans la province du Haut-Lomami. Dans cette province, majoritairement habitée par l'ethnie Luba-Kat, le vote a été significativement influencé par un sentiment anti-Luba-Kasaï fortement ancré.

¹⁵ *Ma passion le Katanga TV*, « Katanga ni yetu ao ni yabo ? », 6 novembre 2023, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=iOMQ-QgT8VA>, consulté le 23 janvier 2024.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Entretien avec un étudiant de l'université de Lubumbashi, Lubumbashi, 13 décembre 2023.

¹⁸ Entretien avec un vendeur dans le marché de la Kenya, Lubumbashi, 11 décembre 2023.

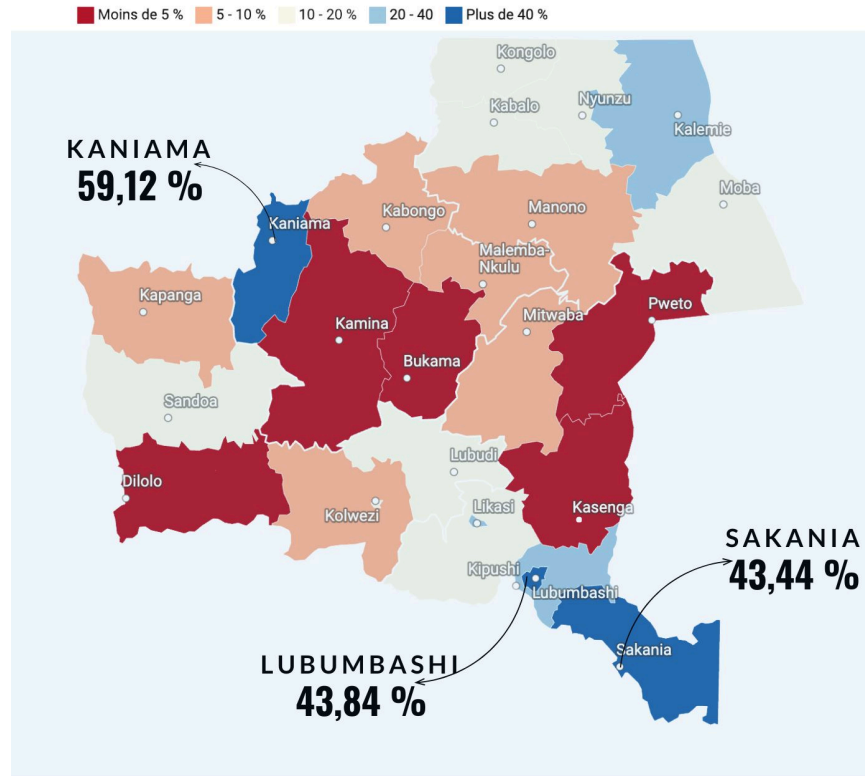
¹⁹ Entretien avec un officiel du gouvernement provincial du Haut-Lomami, Lubumbashi, 13 décembre 2023.

²⁰ *Idem.*

²¹ Entretien avec un membre de l'association des motards de Kasumbalesa, Kasumbalesa, 16 décembre 2023.

Des entretiens avec des candidats députés nationaux et provinciaux pro-Tshisekedi ont révélé qu'une campagne active en faveur de Tshisekedi dans cette région pouvait entraîner le risque de violence contre les candidats²². Une candidate a même indiqué avoir évité d'utiliser tout matériel de campagne portant l'image de Tshisekedi ou de l'UDPS, par crainte de réactions hostiles, mettant en lumière l'intensité de l'hostilité envers Tshisekedi²³.

Répartition des votes de Tshisekedi dans l'ex Katanga lors des élections de 2023



Une diminution de la violence électorale

Malgré des craintes de violence²⁴, le processus électoral de 2023 dans la région du Katanga s'est en grande partie déroulé sans incidents majeurs, marquant une diminution significative de la violence électorale par rapport aux scrutins précédents. Les élections de 2006 et 2011 s'étaient déroulées dans un contexte sécuritaire marqué par la violence. En 2006, la milice Bakata Katanga (en swahili « *couper le Katanga* ») contrôlait plusieurs territoires du Haut-Lomami, causant le déplacement de plus de 200 000 civils. En 2011, plus d'une dizaine d'incidents de violence grave ont été enregistrés, dont une attaque contre les bureaux de la Ceni, ayant fait trois morts²⁵.

²² Entretien avec une candidate aux élections législatives et provinciales de 2023, Lubumbashi, 17 décembre 2023.

²³ *Idem*.

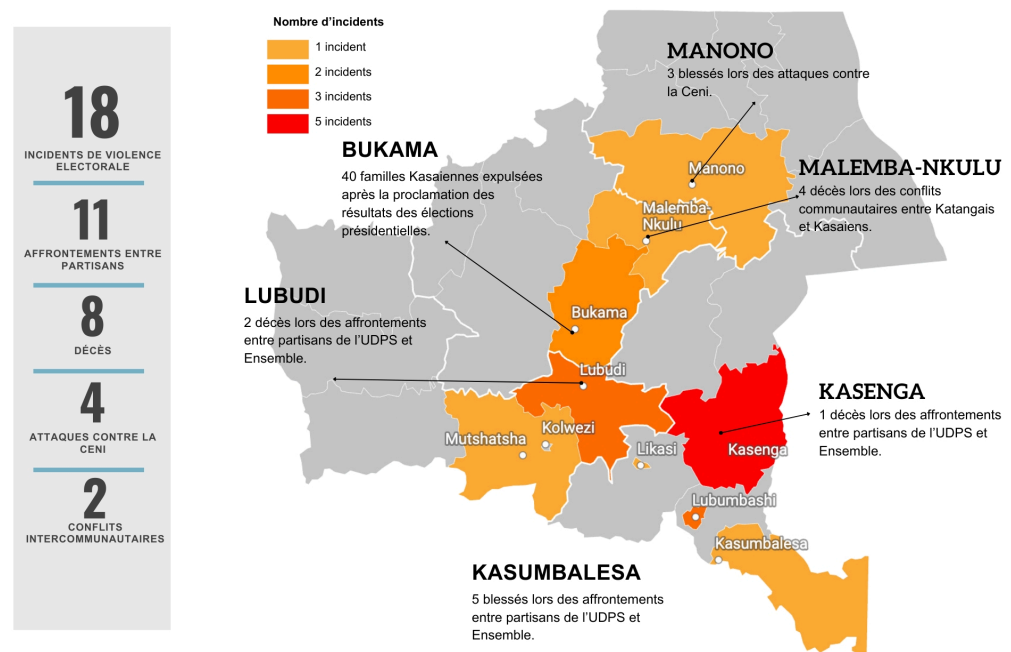
²⁴ ACAPS, « DRC: Risk of violence in the upcoming general elections », 18 décembre 2023, disponible sur https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20231218_ACAPS_anticipatory_analysis_DRC_risk_of_violence_in_the_upcoming_general_elections.pdf, consulté le 19 janvier 2024.

²⁵ Gérard Gerold & Mathieu Mérino, « Cartographie des risques de conflits en République Démocratique du Congo avant, pendant et après les élections de 2023 », juin 2022, *Programme des Nations unies pour le développement en RDC*, disponible sur <https://deboutcongolaises.org/cartographie-des-risques-de-conflits-en-republique-democratique-du-congo-avant-pendant-et-apres-les-elections-de-2023/>, consulté le 19 janvier 2024.

En comparaison, le nombre d'incidents liés aux élections de décembre 2023 est resté relativement bas. La majorité des incidents impliquait des affrontements entre partisans, surtout de l'UDPS et d'Ensemble. À Kasumbalesa, début novembre, une confrontation lors d'un meeting d'Ensemble a dégénéré entre des jeunes de l'UDPS et des partisans d'Ensemble, faisant cinq blessés²⁶. Le 9 décembre, à Fungurume (Lualaba), un conflit entre les deux partis a causé un décès à la suite d'un tir d'un policier²⁷. Le 14 décembre, dans le village de Lualaba Mupandja (Lualaba), une émeute a éclaté entre les partisans de l'UDPS et de l'Union nationale des fédéralistes congolais (Unafec) à la suite du meurtre d'un mineur affilié à l'UDPS. Ceci a entraîné le pillage et l'incendie de plusieurs maisons dans le village²⁸. Deux jours plus tard, à Lubumbashi, juste avant un rassemblement de Katumbi, des émeutes entre les partisans des deux partis ont provoqué des dégâts matériels²⁹.

Cartographie des incidents électoraux³⁰

Novembre 2023 - Janvier 2024



Source: ACLED, Ebuteli • Map data: © OCHA Created with Datawrapper

Le déroulement relativement paisible des élections dans la région peut être attribué à plusieurs facteurs clés, notamment à une stratégie de consolidation et de dissuasion sécuritaire mise en œuvre avant et pendant le processus électoral et le manque d'organisation de l'opposition.

²⁶ Patient Lukusa, « Haut-Katanga : 5 blessés lors d'un accrochage entre les militants de l'UDPS et d'Ensemble pour la République à Kasumbalesa », *7sur7.cd*, 8 novembre 2023, disponible sur <https://7sur7.cd/2023/11/08/haut-katanga-5-blesses-lors-dun-accrochage-entre-les-militants-de-ludps-et-densemble>, consulté le 5 février 2024.

²⁷ *Radio Okapi*, « Lualaba : accalmie à Fungurume après des échauffourées entre militants d'Ensemble et de l'UDPS », 12 décembre 2023, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2023/12/12/actualite/politique/lualaba-accalmie-fungurume-apres-des-echauffourees-entre-militants>, consulté le 5 février 2024.

²⁸ Tresor Mwant, « Lualaba : vive tension au village Lualaba Mupandja à la suite du meurtre d'un ressortissant kasaien », *Mediacongo.net*, 17 décembre 2023, disponible sur https://www.mediacongo.net/article-actualite-130878_lualaba_vive_tension_au_village_lualaba_mupandja_a_la_suite_du_meurtre_d_un_ressortissant_kasaien.html, consulté le 5 février 2024.

²⁹ José Mukendi, « Arrivée de Katumbi à Lubumbashi : altercations entre jeunes de Ensemble et d'autres non identifiés à la place Carrefour », *Actualite.cd*, 16 décembre 2023, disponible sur <https://actualite.cd/2023/12/16/arrivee-de-katumbi-lubumbashi-altercations-entre-jeunes-de-ensemble-et-dautres-non>, consulté le 5 février 2024.

³⁰ Cette carte ne reflète pas l'intégralité des incidents survenus pendant les élections. Les données présentées sont basées sur les articles de presse et peuvent ne pas saisir l'ampleur totale des incidents durant cette période.

Le Katanga reste potentiellement instable.

Le gouvernement a renforcé la présence militaire dans les zones à haut risque, comme Lubumbashi et Kolwezi, et a opéré une restructuration stratégique du commandement de la 22ème région militaire, qui couvre les quatre provinces de l'ancien Katanga, en nommant Eddy Kapend à sa tête³¹. Cette nomination avait pour double objectif d'assurer la loyauté, Kapend ayant été gracié par Tshisekedi, et de garantir la stabilité face aux menaces de figures katangaises telles que John Numbi, ancien inspecteur général des FARDC³², en exil depuis 2021³³. En outre, le déploiement renforcé des forces des FARDC juste avant l'annonce des résultats a joué un rôle dissuasif contre d'éventuels désordres³⁴.

D'autres sources attribuent plutôt la faible ampleur de la violence au fait que, contrairement à l'ancienne opposition, l'actuelle n'a pas disposé de la capacité de mobiliser des masses susceptibles de perturber les élections³⁵.

Malgré ces mesures de sécurité et une mobilisation réduite de l'opposition, la campagne électorale polarisante et les résultats contestés maintiennent la région sur un équilibre précaire. La tension latente, alimentée par les acteurs politiques et les milices armées, rend le Katanga potentiellement instable.

• Les acteurs politiques

Depuis la proclamation des résultats des élections de décembre 2023, on observe une retenue notable dans la prise de parole des acteurs politiques de l'opposition. D'une part, il y a une crainte de poursuites judiciaires ou d'arrestations. Des exemples tels que les plaintes en justice contre l'ancien ministre Christian Mwando, proche de Katumbi, pour ses commentaires jugés sécessionnistes³⁶ et l'arrestation des figures comme Papy Pungu, l'ex vice-ministre et cadre du PPRD, pourraient expliquer cette atmosphère de prudence, spécialement parmi les alliés de l'ancien président Kabila.

Cependant, cette réserve pourrait basculer en contestation si les acteurs politiques se sentent exclus des institutions politiques qui seront formées. Ceci risque de susciter des mouvements de protestation, potentiellement teintés de considérations tribales et communautaires. Plusieurs acteurs politiques de la région scrutent attentivement les affiliations ethniques des individus qui seront nommés à des postes clés, utilisant ces informations pour mobiliser leur base, surtout si ces nominations sont perçues comme favorisant un groupe ethnique particulier au détriment d'un autre.

Les partisans des partis politiques sont également des protagonistes potentiels de la violence. Ces derniers s'affrontent généralement pour le contrôle des espaces économiques et politiques. Par exemple, à Kasumbalesa, à la frontière avec la Zambie, les tensions entre les partisans de l'UDPS et d'Ensemble sont tendues. L'UDPS est fréquemment accusé d'entretenir la fraude douanière dénommée « *bilanga* »³⁷.

³¹ RFI, « RDC: l'ancien prisonnier et colonel Eddy Kapend promu général de brigade », 21 octobre 2023, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231021-rdc-l-ancien-prisonnier-et-colonel-eddy-kapend-promu-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-brigade>, consulté le 10 février 2024. .

³² Entretien avec un officier, Lubumbashi, 12 décembre 2023.

³³ RFI, « RDC : John Numbi accusé de soutenir les rebelles du Katanga, rapport de l'ONU », 10 janvier 2014, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140110-rdc-john-numbi-accuse-soutenir-rebelles-katanga-rapport-onu>, consulté le 10 janvier 2024.

³⁴ *Idem*.

³⁵ Entretien avec un journaliste, Lubumbashi, 14 décembre 2023.

³⁶ Éric Wemba, « Christian Mwando traduit en justice », 3 janvier 2024, *Mediacongo.net*, disponible sur https://www.mediacongo.net/article-actualite-131471_christian_mwando_traduit_en_justice.html, consulté le 10 janvier 2024.

³⁷ RFI, « RDC: la police démantèle un fief de l'UDPS accusé de fraude à la frontière avec la Zambie », 27 août 2020, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200827-rdc-dementement-base-bilanga-udps-frontiere-zambie>, consulté le 25 janvier 2024.

La situation s'est fortement détériorée à cause des déclarations controversées de figures locales de l'UDPS, notamment Isaac Tshiwaka, qui a qualifié la ville de Kasumbalesa d'extension de la région du Kasai. Pour les habitants de Kasumbalesa, majoritairement de la tribu de Katumbi, de telles affirmations sont perçues comme une provocation directe, exacerbant les tensions déjà vives dans la région³⁸. Plus préoccupant encore, les partisans locaux de l'UDPS et d'Ensemble, présents dans la région, agissent souvent de manière autonome, ajoutant une couche supplémentaire de complexité et d'incertitude à la situation déjà volatile.

- **L'opportunisme des milices armées dans le nord Katanga**

Les principaux protagonistes de violence dans le nord Katanga (Haut-Lomami et Tanganyika) sont les diverses milices armées, telles que les miliciens Twa, les Maï-Maï Apapale et les Maï-Maï Bakata Katanga. La plupart de ces milices émettent rarement des revendications politiques explicites. Leurs actions sont principalement motivées par des griefs locaux et caractérisées par des pillages et exactions contre les populations locales.

Certaines de ces milices, telles que les Bakata Katanga, actives dans le Haut-Lomami, ont toutefois montré leur capacité à étendre leurs activités au-delà de leur zone d'origine : entre 2013 et 2019, des miliciens Bakata Katanga avaient effectué des incursions dans plusieurs villes du Haut-Katanga et Lualaba, notamment Lubumbashi, Kasumbalesa, Likasi et Bunkeya. Cette milice a par le passé obtenu le soutien des figures politiques du Katanga, parmi lesquelles John Numbi. Ce dernier s'est distingué pendant la guerre de 1998-2003 pour avoir coordonné le soutien aux miliciens Maï-Maï qui sont ensuite devenus, en partie, les Kata Katanga³⁹. Aujourd'hui, les effectifs réels et l'organisation des Bakata Katanga demeurent inconnus, et il est difficile de déterminer si le groupe actuel est le même qu'en 2011, lors de sa formation.

Cependant, les aspects les plus préoccupants des Bakata Katanga sont leur imprévisibilité, leur opportunisme et leur tendance à la manipulation politique. Si la rhétorique sécessionniste est historiquement associée au groupe, elle ne reflète pas nécessairement les motivations de tous ses membres. Pour certains, la sécession peut être un objectif réel, tandis que pour d'autres, elle sert de prétexte pour justifier des activités criminelles.

Néanmoins, l'idée de la sécession reste un puissant message et symbole dans la région du Katanga. Elle trouve un écho favorable auprès d'une population, surtout dans le Nord-Katanga, qui se sent marginalisée et oubliée par le gouvernement central. Cette situation est renforcée par le sentiment anti-Kasaien et anti-Tshisekedi, particulièrement fort dans cette région.

Le Katanga à la croisée des chemins

Les élections de 2023 ont confirmé la persistance des tensions communautaires entre les Katangais et les Kasaiens. Celles-ci se manifestent lors de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique et économique dans la région. Malgré leurs aspects parfois circonstanciels, les tensions entre ces deux communautés demeurent une réalité ancrée dans l'histoire de la région, réapparaissant durant des périodes critiques comme les élections.

³⁸ Entretien avec un membre de l'association des motards de Kasumbalesa, Kasumbalesa, 16 décembre 2023.

³⁹ International Crisis Group, *Katanga: La crise oubliée de la RDC*, Nairobi/Bruxelles, janvier 2006, disponible sur

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/katanga-congo-s-forgotten-crisis>, consulté le 20 février 2024

Ces tensions ont une dimension économique basée sur la perception selon laquelle l'afflux croissant de ressortissants du grand Kasaï, dans le Katanga, réduit les opportunités économiques et politiques des Katangais. Le discours post-électoral est saturé par ces préoccupations, en particulier concernant la répartition des postes au sein des institutions provinciales et nationales.

D'autre part, ces élections ont considérablement transformé le paysage politique de la région. Lors de son premier mandat, Tshisekedi devait composer avec des personnalités issues de l'ancien régime. Son second mandat lui donne une plus grande latitude pour placer non seulement ses proches mais aussi des partisans de son parti politique dans des rôles clés de la région. Ceci est illustré par l'implication active de ces derniers dans les affaires minières dans le Lualaba⁴⁰. Cependant, le Katanga reste un champ d'action privilégié pour Kabila et Katumbi, dont l'influence considérable sur la région constitue un contrepoids majeur capable d'influencer les dynamiques sociales, politiques et économiques locales. Katumbi a opté pour une « *opposition républicaine sans complaisance* », permettant aux députés de son parti politique de siéger à l'Assemblée nationale⁴¹, tandis que Kabila n'a pas encore exprimé publiquement ses intentions pour l'avenir.

⁴⁰ Olivier Liffran, « Dans l'ex-Katanga, le far-west minier du clan Tshisekedi », 5 février 2024, *Africa Intelligence*, disponible sur <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/02/05/dans-l-ex-katanga-le-far-west-minier-du-clan-tshisekedi.110154526-ge0>, consulté le 12 février 2024.

⁴¹ Vincent Duhem, « Moïse Katumbi : "Si Félix Tshisekedi avait vraiment gagné, j'aurais été le premier à le féliciter" », 8 février 2024, *Jeune Afrique*, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/1534864/politique/moise-katumbi-si-felix-tshisekedi-avait-vraiment-gagne-jaurais-ete-le-premier-a-le-feliciter>, consulté le 12 février 2024.

À propos

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa et à Goma.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#)
